L’immigration, arme de destruction massive !

lundi 3 août 2026, par Jacques COTTA

Fin juillet plus de 60 000 migrants venus du Maroc envahissaient l’enclave espagnole de Ceuta. Les réactions n’ont pas manqué, montrant dans l’ensemble hypocrisie, mensonge, et simple calcul politique. L’affaire de Ceuta a pourtant une signification précise qui concerne les Nations, les patries, les peuples. L’immigration sauvage est une arme politique aux mains de gouvernements corrompus d’une part, de grandes puissances d’autre part qui ont de la suite dans les idées.

De 1945 à nos jours

Il existe une continuité dans l’histoire. En 1945, les américains ont un plan pour la France et plusieurs pays européens occupés par les armées allemandes. Il s’agit d’organiser la mise sous tutelle de ces nations sous administration américaine. Des yankees sont délégués pour prendre la place des préfets. Le plan pour la France est minutieusement élaboré comme le montre bien le film **« la bataille de Gaulle »** qui retrace notamment cet épisode.

Cette tentative a été mise en échec, notamment par la persévérance d’une poignée d’hommes regroupés autour de **De Gaulle** pour qui la France ne peut devenir province d’une grande puissance, comme le voulait notamment **Roosevelt** à la tête des Etats-Unis. L’objectif américain n’a pas été atteint. L’impérialisme s’est obstiné.

L’échec de l’**AMGOT** —le gouvernement militaire allié des territoires occupés— devait contraindre les américains à trouver d’autres procédés pour atteindre leur but.
C’est ainsi que l’**Union européenne**, présentée aux peuples comme moyen d’éviter une nouvelle guerre en Europe, devait remplir la fonction définie au lendemain de la guerre, casser les nations européennes dont la France pour offrir l’Europe au marché américain.

Cette obstination n’a en réalité pas mal marché. Certes les peuples ont résisté, mais globalement le capital financier a trouvé en Europe les moyens de son ambition, aidé en cela par la domination stalinienne à l’Est. Aujourd’hui, le constat demeure identique, inchangé. Ce sont les nations qui constituent le seul rempart possible à cette marche en avant du capitalisme, destructrice et mortifère, que les peuples sont les premiers à subir.

L’union européenne s’est peu à peu emparée, avec la complicité de tous les dirigeants vendus, de Mitterrand, Sarkozy, Hollande à Macron **"pyromane ou incendiaire"** en France, de notre souveraineté sans laquelle il ne peut y avoir de Liberté. Macron d’ailleurs a formulé au mieux cette réalité en affirmant vouloir substituer à la souveraineté nationale la soit disant souveraineté européenne, absurdité grossière puisqu’il n’existe pas un peuple européen qui pourrait être souverain, mais des peuples attachés à leurs nations respectives.

Pour monter d’un cran, avancer dans la destruction des nations, il fallait à cet aréopage de chefs politiques traitres à leur Nation un instrument, un moyen politique, utilisable à la demande. C’est **l’immigration** qui remplit cette fonction, véritable arme de destruction massive des Nations, actionnable à la demande. C’est cela que l’affaire de Ceuta met à jour, révélant au passage toutes les contradictions dans lesquelles sont empêtrés les responsables européens.

Chaos

En quelques heures donc, des milliers de marocains sont arrivés sur les rivages de Ceuta, après avoir entendu des passeurs très politiques annoncer l'ouverture de la frontière. La situation a vite tourné au drame. 40 000, 60 000, plus encore, souvent des jeunes, toujours des hommes, beaucoup de mineurs, très peu sinon pas de femmes, ont traversé tant bien que mal la méditerranée, une centaine d'entre eux se noyant dans l'aventure.

A Ceuta, la capacité d'accueil de migrants saturée se chiffre à 512, alors que déjà plus de 400 étaient sur liste d'attente … L'arrivée chaotique de milliers ne pouvait donc créer qu'une situation apocalyptique débordant toutes les structures sur place.

Le gouvernement espagnol s'est normalement trouvé dans un premier temps dépassé, incapable de gérer le flux dont certains témoignages indiquent le caractère totalement anarchique, certains pénétrant dans des maisons pour y trouver refuge… Les réactions n'ont évidemment pas manqué, notamment des violences à l'encontre de marocains dans les rues espagnoles.

Les questions dés lors posées sont assez simples. Une telle situation ne peut-elle être réservée qu'à l'Espagne ? Quelles conséquences pour les pays voisins ? Quel impact sur l'union européenne dans son ensemble ? Et quel avenir pour des milliers qui déboulent voyant dans l'Europe un Eldorado bien illusoire ?

L'immigration, arme aux mains du pouvoir marocain, mais pas seulement…

L'immigration est d'abord une arme au service du capitalisme qui l'utilise notamment pour organiser les salaires à la baisse, pour opposer les travailleurs entre eux, selon leur nationalité, pour faire pression sur les gouvernements. Mais l'immigration est aussi une arme au service des pouvoirs en place dans les pays d'origine.

C'est ainsi dans un contexte connu de conflit territorial au coeur duquel se trouve le **Sahara occidental**, l'histoire marocano-espagnole et l'Algérie, qu'intervient cet afflux migratoire.

Comme par hasard, c'est quelques jours seulement après la visite du chef du gouvernement espagnol **Pedro Sanchez** en Algérie que les vannes sont ouvertes côté marocain. Dans un pays où toute manifestation demande l'agrément du Roi et où tout écart est très sévèrement réprimé, on conçoit difficilement que l'afflux de milliers à Ceuta soit le seul fruit du hasard.

En réalité, il est vraisemblable que les migrants soient utilisés par le pouvoir marocain pour peser sur les relations politiques avec l'Espagne, comme cela avait déjà été le cas avec l'afflux de 9000 immigrés marocains illégaux à l'époque, lors de la venue pour question médicale du chef du Polisario en Espagne.

L'immigration est une arme politique, ni plus, ni moins, pour les états qui se servent de leurs ressortissants comme moyens de pression, le Maroc avec l'Espagne comme l'Algérie avec la France… Les centaines de milliers, les millions de jeunes notamment maintenus dans un état de dénuement et de misère qui aspirent à quitter leur propre pays, constituent l'armée qui peut ainsi être actionnée par les pouvoirs en place. Ce qui est vrai du Maroc à l'égard de l'Espagne l'est tout autant de l'Algérie vis à vis de la France. Avec la particularité que les complicités au sein de nos frontières nationales ne manquent pas, nourries notamment pas un sentiment de repentance qui veut que la France soit définitivement à tout jamais coupable, pour justifier des avantages accordés à l'Algérie, dans les faits principalement à l'élite algérienne.

Hypocrisie générale

Ceuta a donné libre cours à une série de commentaires aussi absurde qu'incohérents, témoignant en général d'une hypocrisie totale.

Pedro Sanchez a été l'objet de louanges, ou à l'opposée de critiques acerbes.

- Côté critiques d'abord.
  Il lui a été reproché d'avoir créé un appel d'air en régularisant 500 000 clandestins en Espagne. Mais qu'a t'il fait de plus ou de moins que la plupart des gouvernements de pays européens, de l'Allemagne à la France, qui en leur temps ont aussi régularisé des centaines de milliers de clandestins. Soit dit en passant, l'argument des compteurs mis à zéro pour enrayer une immigration incontrôlée est tombé à l'eau. L'immigration pratiquement incontrôlée a continué et avec elle les problèmes qui y sont liés…

- Côté louanges ensuite.
  Elles viennent essentiellement de la gauche et notamment de la **France Insoumise**, Sanchez a été félicité. Mais au fait félicité pour quoi ? C'est à n'y plus rien comprendre. Pour avoir créé les conditions d'un afflux massif ? Ou pour avoir envoyé des renforts de police, jusqu'à l'armée, pour tenter de maitriser une situation un temps sans contrôle et renvoyer chez eux les nouveaux arrivants ? Cela étant, les réactions de la France insoumise éclairent sur la nature de **« la nouvelle France »** qu'elle se propose de promouvoir…

Enfin, les victimes de cette hypocrisie générale sont aussi les migrants utilisés pour venir faire pression sur les gouvernements en place. Car le seul avenir qui leur est offert est celui de la rue, de la précarité, de l'emploi sous payé, d'une clandestinité contraire à toute liberté. Mais cela notre gauche bien pensante, qui en général réside dans les beaux quartiers, n'en n'a que faire.…

L'Europe, le début de la fin…

Georgia Meloni est évidemment mise en cause comme une vulgaire fasciste, puisqu'elle demande la suspension de l'Espagne à **l'espace Schengen**. Marque de chance pour ses opposants, la social démocrate **Mette Frederiksen** première ministre danoise, qui n'a pas grand chose à voir avec Meloni, joint sa voix et formule une position identique.

Les deux expriment des positions de bon sens, dénonçant une immigration qui menace de fait les systèmes sociaux en place, les modes de vie, les traditions et acquis culturels, les relations sociales et au passage la sécurité de migrants que les nations n'ont pas les moyens d'accueillir en nombre incontrôlé.

Les chancelleries s'affolent, les gouvernements sont aux abois, la commission européenne dont sa présidente Ursula Van der Leyen va de contradictions en contradictions, félicitant à la fois Pedro Sanchez et défendant sans retenue les accords incriminés par l'Italie et le Danemark.

Il sera possible peut-être de différer un moment la question centrale posée par cette affaire de Ceuta, mais un point de non retour est atteint. La question de la maitrise de ses frontières est posée à chaque nation. Il semble en effet impossible de laisser circuler d'un état européen à l'autre quiconque se trouve sur le sol européen, dés lors que des milliers et milliers de clandestins, sans titre ni droit de séjour, entrent par un biais ou un autre sur le territoire européen.

Ceuta remet à l'ordre du jour la souveraineté nationale, le contrôle des frontières, la maitrise de

l’immigration entre autre, selon des considérations humaines et des préoccupations nationales. C’est la maîtrise des flux de tous ordres, flux humains en l’occurence, comme les flux financiers, que les Nations se doivent de contrôler, au risque de se voir menacées de disparaitre…

Jacques Cotta
Le 3 août 2026